
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 6 (1978)

DOI: 10.11588/fr.1978.0.49292

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Akten zur Vorgeschichte der Bundesrepublik Deutschland 1945–1949, Herausgegeben von Bundesarchiv und Institut für Zeitgeschichte. Band I: September 1945 bis 1946, bearbeitet von Walter VOGEL und Christoph WEISZ, München und Wien (R. Oldenbourg) 1976, 1197 S.

Après avoir été fixée longtemps sur la scène internationale de l'après-guerre, l'attention de la recherche historique sur les débuts de la République fédérale se tourne, depuis quelques années, de plus en plus vers les problèmes intérieurs des zones d'occupation. Cette grande édition préparée conjointement par les archivistes et chercheurs des Archives fédérales à Coblenche et de l'Institut pour l'histoire du XX^e siècle à Munich, elle-même reflet de cette tendance de recherche, fournit une base désormais indispensable à toute étude sur la fondation de la R.F.A. et sur le développement intérieur des zones d'occupation. Préparé depuis plusieurs années, le premier volume sortit dès l'échéance de la limite de trente ans imposée, en principe, dans les archives de la R.F.A.; il est vrai que, depuis un certain temps déjà, les Archives fédérales ont rendu accessible la majorité de leur documentation jusqu'en 1950, à l'exclusion de celle concernant les personnes.

Le but essentiel de l'édition est de »reconstituer les débuts de l'action gouvernementale ouest-allemande au-dessus du niveau des Länder 1945–1949« (p. 8). Par conséquent, se trouvent exclues de la documentation non seulement la zone russe, ne devant pas être intégrée à la R.F.A., mais aussi la zone française: La politique de morcellement administratif et politique menée par le Gouvernement militaire français n'admettait pas d'institutions dépassant le cadre provincial, au moins pendant l'époque couverte par ce volume.

Pourtant, la raison institutionnelle n'a peut-être pas été seule à forcer les éditeurs à se restreindre aux deux autres zones: D'une part, si les archives américaines et, depuis peu, aussi britanniques commencent à être accessibles à la recherche, les Archives de l'Occupation conservées à Colmar restent encore fermées, sauf pour la documentation imprimée. D'autre part, les éditeurs ne pouvaient se contenter de puiser, pour l'essentiel, dans un seul fonds d'archives, comme c'est le cas, en règle générale, pour les grandes éditions officielles, notamment de politique étrangère. Vu l'enchevêtrement du développement administratif en Allemagne entre 1945 et 1949, les documents se trouvent dispersés à travers toute la République fédérale, dans les archives du Bundestag, des Länder et communes, voire dans des fonds privés. En conséquence du fédéralisme allemand, les archives des Länder ne dépendent pas des Archives fédérales comme en France les archives départementales des Archives nationales. Dans certains cas, et notamment dans une partie de l'ancienne zone française, ces dernières ne peuvent encore être consultées librement. Par la force des choses aussi bien que par la nature du but des éditeurs, le premier volume de cette monumentale édition ne pallie donc guère le déficit d'information sur la zone française caractérisant actuellement l'état des recherches. Toutefois, les prochains volumes devront faire une plus grande place à la zone française dans la mesure où ses relations avec le reste de l'Allemagne furent rétablies à partir de 1947.

Inutile de rapeller que les archives de l'U.R.S.S. et de la R.D.A. sont absolument inaccessibles.

Le premier volume est formé, pour l'essentiel, par les procès-verbaux des organismes allemands dirigeants des zones anglaise et américaine. Pour cette dernière, il s'agit des 15 séances du *Länderrat* (entre le 17/10/1945 et le 3/12/1946) réunissant surtout les premiers ministres et quelques hauts-fonctionnaires des trois Länder Bavière, Bade-Wurtemberg et Grande-Hesse avec, sous certaines conditions, l'enclave de Brème. A quoi s'ajoutent les procès-verbaux des séances extraordinaires du Conseil des Länder, certains procès-verbaux du *Direktorium* du Länderrat (organisme restreint formé à l'intérieur du Länderrat pour les affaires courantes en 1946) et quelques notes sur des négociations importantes entre hauts-fonctionnaires du Länderrat et représentants du gouvernement militaire américain.

En ce qui concerne la zone britannique, sont d'abord reproduits les procès-verbaux des 6 premières séances de la «Conférence des chefs des Länder et provinces» (21/9/45 au 1/3/46) à l'époque où celle-ci constituait l'organisme dirigeant de la zone. Bien que cette conférence des premiers ministres de la zone britannique continuait à se réunir, ses pouvoirs officiels furent assumés dès le printemps 1946 par le *Zonenbeirat* (conseil consultatif de la zone) réunissant les chefs des Länder, des hauts-fonctionnaires techniciens et des représentants des partis et syndicats; les procès-verbaux de ses 7 séances entre le 6/3 et le 27-29/11/1946 sont retranscrits. Finalement, l'édition présente les procès-verbaux des conférences inter-zonales ayant eu lieu pendant ces 19 premiers mois de l'après-guerre, notamment celui de l'importante conférence de Brème (4-5/10/1946, pp. 878-941).

Ainsi sont réunis, par ordre chronologique, 49 documents de base qu'une introduction très soignée de près de 80 pages permet de situer dans leur contexte historique et notamment dans le cadre administratif très complexe de cette époque. Pour favoriser la concentration de la documentation, ces textes ne sont que partiellement reproduits dans leur intégralité. D'abord, tous n'existent pas en procès-verbal sténographié: certains ne donnent que des compte-rendus de la discussion ou même seulement des décisions. D'autre part, les éditeurs ont supprimé – tout en indiquant l'essentiel des paragraphes concernés – une grande partie des discussions se rapportant seulement aux problèmes de l'immédiat après-guerre, ceci au profit de celles abordant des tendances à plus long terme, de même que des textes des grands discours d'hommes politiques allemands et des représentants des gouvernements militaires (Robertson, Clay, Dawson, Pollock etc., en général en langue originale).

Pourtant, l'édition présente en réalité beaucoup plus de textes que ne le reflète la table des matières (pp. 93-112). Car pour l'annotation des documents, les éditeurs ont eu recours à l'ensemble de l'énorme documentation accessible touchant le travail des grands organismes des deux zones, et notamment aux archives de leurs multiples commissions spécialisées. Un très grand nombre de textes formulés et de décisions prises aux échelons inférieurs de la hiérarchie politique sont ainsi insérés dans l'édition.

Finalement, le travail des éditeurs est particulièrement important pour les chercheurs désireux de pousser plus loin leurs recherches sur certains problèmes car les notes comportent en outre nombre de renvois à des fonds d'archives encore peu travaillés et parfois difficiles à trouver. Un index des noms de personnes et un index analytique fort détaillé facilitent l'utilisation de cette édition à celui qui s'intéresse à des problèmes spécialisés.

L'édition permet d'abord de suivre de manière très détaillée le développement des institutions politiques dans les deux zones et la préparation de la bizonie avec les multiples problèmes qu'elle comportait: Structure économique fort différente de part et d'autre; politique d'occupation divergente des deux gouvernements militaires notamment dans le domaine de la structure et des pouvoirs de la représentation politique allemande et dans celui de la dénazification; manque d'information des hommes politiques sur ce qui se passait dans l'autre zone. C'est en ce domaine que ressort aussi de la manière la plus frappante l'isolement quasi-complet des zones française et russe. Les textes montrent bien que le célèbre discours du ministre américain des affaires étrangères, Byrnes, à Stuttgart en septembre 1947, marquant apparemment un tournant de la politique américaine dans le sens de la formation de la bizonie et de l'unification allemande, ne constitue en réalité que le point final d'une évolution amorcée bien plus tôt.

Si l'intégration des deux zones fut déjà difficile, les débats reflètent aussi à l'intérieur des zones mêmes la tension entre gouvernement central et intérêts des Länder, notamment en ce qui concerne l'individualisme traditionnel de la Bavière.

Malgré les coupures effectuées par les éditeurs, le grand éventail des petits et grands problèmes du «chaos» d'après-guerre ressort à la lecture des documents, de l'imposition des bicyclettes aux problèmes posés par les démontages. Si les difficultés de tous les jours semblaient souvent entraver des plans et solutions à long terme, elles montrent aussi l'étroite interdépendance entre structures profondes et mesures apparemment monétanées. Ainsi revient à presque toutes les séances le sujet du charbon, problème clef dans le domaine économique et social; mais dès 1945/46, l'urgence de sa solution rendait particulièrement forte la position des mineurs de la Ruhr liant une augmentation de la production, entre autres, à une réorganisation des entreprises et préparant ainsi le terrain au statut de participation de 1950/51 dans l'industrie houillère. Autre exemple: L'afflux des réfugiés de l'est renforçait l'importance d'une réforme agraire qui devait faciliter leur réintégration. Dans les deux zones, cette réforme fut discutée tout au long de la période couverte par ce volume,¹ la réforme rapidement menée en zone russe créant un certain esprit de «concurrence» surtout dans le gouvernement militaire américain.

Si la réforme agraire fait partie des alternatives au développement historique qui devaient finalement échouer et pour lesquelles on retrouve de nombreuses indications dans ces textes, la documentation montre d'autre part que dès 1945,

¹ Sur l'échec de la réforme agraire en zone britannique voir Günter J. TRITTEL, *Die Bodenreform in der Britischen Zone, 1945-1949*, Stuttgart 1975.

les bases de la République fédérale commencèrent à se préciser aussi bien dans le domaine politique qu'économique et social et que, à beaucoup d'égards, le »chaos« de 1945 fut bien plus structuré qu'il ne paraissait à ceux qui ont vécu l'époque.

Rainer HUDEMANN, Trier

Paul Clay SORUM, *Intellectuals and Decolonization in France*, Chapel Hill (The University of North Carolina Press) 1977, XIV–305 S.

Ideengeschichte der französischen Entkolonialisierungsdiskussion, Analyse der politischen Funktion der Intellektuellen in der politischen Kultur Frankreichs oder Untersuchung der Bedeutung des Entkolonisierungsdramas für das Scheitern der IV. Republik? Leider hat sich der Autor dieser Studie – ursprünglich eine 1971 in Harvard angenommene historische Dissertation – nicht für eine der drei Möglichkeiten zu entscheiden gewußt; er bietet von allem etwas, ohne auch nur in einem der Problemfelder befriedigende Antworten zu liefern.

Gewiß gelingt es Sorum, aus der Fülle der zeitgenössischen Diskussion einen repräsentativen und informativen Querschnitt liberaler und radikaler Beiträge zum Problem des Empire und seiner Auflösung auszuwählen, von der liberal-pragmatischen Pro-Unabhängigkeits-Argumentation etwa eines Raymond Aron über die ethisch fundierten, politisch aber meist hilflosen Gerechtigkeits-Appelle Albert Camus', Jean-Marie Domenachs oder Jean-Jacques Servan-Schreibers bis zu den marxistisch orientierten Autoren um Jean-Paul Sartre, die in den Befreiungskämpfern der Dritten Welt das neue Subjekt der Revolution zu sehen begannen. Auch formuliert er im Laufe seiner Darlegungen sporadisch Einsichten, die für das Verständnis der Geschichte der IV. Republik von grundlegender Bedeutung sind: »Decolonization was a challenge to the belief of the French in the universality and superiority of their culture« (S. 211 f.); dieser Glaube war zur Sicherung der französischen Identität umso nötiger, als das Trauma der Niederlage von 1940 (und, so wäre hinzuzufügen, der erneuten Kapitulation vor der amerikanischen Übermacht seit 1947) diese Identität bedrohten. Das französische Kolonialreich wurde so zu einem Symbol mit kompensatorischer Funktion, gegen dessen Verlust auch und gerade die Intellektuellen als Wortführer der Botschaft von Frankreichs zivilisatorischer Mission ankämpften. »They opposed the loss of the symbol so as not to acknowledge the loss of the reality of national power« (S. 188). Mit den grausamen Realitäten der Unabhängigkeitskämpfe konfrontiert, flüchteten sie sich in die unpräzise, weil extrem dehnbare Forderung nach föderativer Assoziation der Empire-Völker im Rahmen der *Communauté française*, bis sie sich, meist erst ab 1957, als der Verlust der Kolonien endgültig unabwendbar erschien, in einer Art ideologischer Rationalisierung einer schmerzlich empfundenen Notwendigkeit zur Anerkennung der Unabhängigkeitsforderungen als »fortschrittlich« durchdrangen.

Doch werden diese Überlegungen an keiner Stelle systematisch begründet und die Argumentation der referierten Autoren nicht in ihrer Bedeutung gewichtet.